

**INSTITUT REGIONAL DE FORMATION AUX METIERS
DE LA REEDUCATION ET DE LA READAPTATION
DES PAYS DE LA LOIRE**

Association Loi 1901
54 Rue de la Baugerie
44230 SAINT SEBASTIEN SUR LOIRE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Cabinet GUILLET BOUJU ASSOCIES

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale
Ouest Atlantique
7, rue Roland Garros
44700 ORVAULT

Aux adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Institut Régional de Formation aux Métiers de la Rééducation et de la Réadaptation des Pays de la Loire relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation des provisions pour risques et charges, et la valorisation des titres de participation et créances rattachées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration du 19 mai 2025.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Orvault, le 30 mai 2025

Cabinet GUILLET BOUJU ASSOCIES

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale

Ouest Atlantique



Dominique GUILLET
Commissaire aux Comptes Associé

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	162 352	150 396	11 956	18 983
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	162 352	150 396	11 956	18 983
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	177 002	57 760	119 241	126 756
Actif circulant	Constructions	5 776 106	3 144 001	2 632 105	2 928 986
	Inst. techniques, mat.out. industriels	1 363 743	1 201 546	162 196	243 841
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	7 316 852	4 403 308	2 913 543	3 299 584
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées	100 396	77 500	22 896	16 835
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres				
	TOTAL	100 396	77 500	22 896	16 835
Total I		7 579 602	4 631 205	2 948 396	3 335 403
Actif circulant	Stocks et en cours	22 925		22 925	18 618
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 603 167		1 603 167	1 600 067
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	1 177		1 177	43 371
	TOTAL	1 604 345		1 604 345	1 643 439
	Divers				
	Valeurs mobilières de placement	3 280 122		3 280 122	3 129 398
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	264 098		264 098	109 813
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	58 904		58 904	63 143
Total II		5 230 396		5 230 396	4 964 413
Frais d'émission des emprunts III					
Primes de remboursement des emprunts IV					
Ecart de conversion Actif V					
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		12 809 998	4 631 205	8 178 793	8 299 816
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	75 433	-121 445
	Situation nette (sous-total)	3 436 330	3 360 897
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		3 436 330	3 360 897
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	6 662	
Total II		6 662	
Provisions	Provisions pour risques	40 000	40 000
	Provisions pour charges	228 522	225 868
	Total III	268 522	265 868
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	1 954 416	2 160 125
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	2 075	2 293
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	112 370	91 128
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	194 027	243 159
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 024	1 024
	Autres dettes	256 760	239 130
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	1 946 603	1 936 191
Total IV		4 467 276	4 673 050
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		8 178 793	8 299 816
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	21	37
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	3 121 480	3 064 177
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	450 284	412 690
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	56 375	19 927
	Utilisations des fonds dédiés		890
	Autres produits	434	9 800
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	3 628 574	3 507 486
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	774 018	735 116
	Aides financières	126 000	125 999
	Impôts, taxes et versements assimilés	144 101	148 237
	Salaires et traitements	1 364 161	1 400 075
	Charges sociales	546 378	556 620
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	400 925	420 312
	Dotations aux provisions	31 805	15 249
	Reports en fonds dédiés	6 662	
	Autres charges	192 783	198 973
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	3 586 835	3 600 584
1. Résultat d'exploitation (I-II)		41 738	-93 098

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations	2 896	4 117
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	59 782	
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change	724	611
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		63 403	4 728
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	30 153	33 155
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		30 153	33 155
2. Résultat financier (III-IV)		33 250	-28 426
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		74 988	-121 525
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	185	80
	Sur opérations en capital	260	
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	445	80
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		445	80
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		3 692 422	3 512 295
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		3 616 989	3 633 740
EXCÉDENT OU DÉFICIT		75 433	-121 445
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

*Cabinet
Guillet Bouju Associés*

Association IFM 3R

Annexe aux comptes annuels

Date de clôture : 31/12/2024

*Cabinet
Guillet Bouju Associés*

Table des matières

1.	Objet social	4
2.	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	4
3.	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	5
3.1.	Faits caractéristiques de l'exercice	5
3.2.	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	5
4.	Principes et méthodes comptables	5
4.1.	Principes généraux	5
4.2.	Changement de méthode comptable	5
4.3.	Changements d'estimation	5
4.4.	Corrections d'erreurs	5
4.5.	Dérogations	5
4.6.	Principales méthodes comptables	6
5.	Informations relatives aux postes du bilan	6
1.1	Actif immobilisé	6
1.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	7
5.1.1.	Amortissements de l'actif immobilisé	7
5.1.2.	Coût d'emprunt	8
5.1.3.	Informations relatives aux filiales et participations	8
5.2.	Actif circulant	9
5.2.1.	Stocks et en cours	9
5.2.2.	Créances	9
5.2.3.	Placements financiers	10
5.3.	Tableau des dépréciations de l'Actif	10
5.4.	Fonds associatifs	11
5.4.1.	Tableau de variation des Fonds propres	11
5.5.	Fonds dédiés	13
5.6.	Provision pour risques et charges	14

*Cabinet
Guillet Bouju Associés*

5.7. Dettes	15
5.7.1. État des échéances des dettes	15
6. Informations relatives au Compte de résultat	17
6.1. Produits du compte de résultat	17
6.1.1. Ventes de prestations de services	17
6.1.2. Produits de tiers financeurs	18
6.1.3. Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	20
6.1.4. Utilisations des fonds dédiés	20
6.2. Charges du compte de résultat	20
6.2.1. Aides financières	20
6.2.2. Autres charges	21
6.2.3. Dotations aux provisions	21
6.2.4. Reports en fonds dédiés	21
6.3. Résultat Financier	21
6.4. Résultat exceptionnel	21
6.5. Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)	22
6.6. Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	23
6.6.1. Honoraires des commissaires aux comptes	23
7. Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants	24
7.1. Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	24
8. Informations relatives à l'effectif	25
9. Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	26
9.1. Engagements financiers donnés	26
9.2. Engagements financiers reçus	26

1. Objet social

L'objet social de l'entité est décrit ainsi dans les statuts :

« L'Association gère ou gèrera :

- L'Institut de Formation en massage-kinésithérapie,
- L'Institut de Formation en Pédicure-Podologie,
- L'Institut de Formation en Ergothérapie.

Elle a pour but d'organiser et de dispenser la formation professionnelle appropriée débouchant sur l'obtention et la délivrance des diplômes d'Etat suivants :

- Diplôme d'Etat de Masseur-Kinésithérapeute ;
- Diplôme d'Etat de Pédicure-Podologie ».

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2. Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Réaliser une formation continue de qualité aux professionnels des métiers de la rééducation et de la réadaptation.
- Développer une activité de recherche appliquée au champ de la rééducation et de la réadaptation.
- Coordonner l'universalisation des formations.
- Entreprendre des partenariats régionaux (centres hospitaliers, centres de soins de suite et de réadaptation, instituts de formation paramédicaux...).
- Initier des partenariats européens et/ou internationaux, tant au niveau de la formation initiale que continue.
- Promouvoir de nouvelles formations en rééducation et réadaptation.

3. Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

3.1. Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun fait marquant n'est survenu au cours de l'exercice

3.2. Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait marquant n'est survenu après la clôture

*Cabinet
Guillet Bouju Associés*

4. Principes et méthodes comptables

4.1. Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020. Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

4.2. Changement de méthode comptable

Néant.

4.3. Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

4.4. Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

4.5. Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

4.6. Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

*Cabinet
Guillet Bouju Associés*

5. Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

1.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés. Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 5.1.2.1.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,

- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

1.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	162 353			162 353
Immobilisations corporelles	7 308 995	7 857		7 316 852
Immobilisations financières	154 118	9 543	63 264	100 397
Immobilisations en cours	-			
Total	7 625 466	17 400	63 264	7 579 602

5.1.1. Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions des amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	143 370	7 028		150 397
Immobilisations corporelles	4 009 411	393 897		4 403 309
Immobilisations financières				
Total	4 152 781	400 925		4 553 705

5.1.1.6. Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Durée
Logiciels, concessions, brevet	Linéaire	1 à 2 ans
Constructions	Linéaire	10 à 25 ans
Agencement des constructions	Linéaire	5 à 15 ans
Matériel divers	Linéaire	5 à 15 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 à 10 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	2 à 10 ans

5.1.2. Coût d'emprunt

Notre entité n'intègre aucun coût d'emprunt à l'actif.

5.1.3. Informations relatives aux filiales et participations

Filiale (+50 % du capital détenu par la société)	Capital	Réserves et report à nouveau avant affect. des résultats	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeurs comptables des titres détenus (7)		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (valeur brute)	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice écoulé
				Brute	Nette			
SAS Habilis Développement	20 000	- 44 657	100%	20 000	20 000	80 397	401 861	55 911

5.2. Actif circulant

5.2.1. Stocks et en cours

La valeur brute des stocks est déterminée de la manière suivante :

Catégorie de stocks	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Stocks fournitures consommables	22 925	-	22 925
Total	22 925	-	22 925

5.2.2. Créances

5.2.2.6. Etat des échéances des créances, mention de celles garanties par des sûretés réelles à la clôture de l'exercice

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	80 397		80 397
Prêts (1) Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 603 168	1 603 168	
Créances reçues par legs ou donations			
Autres	1 178	1 178	
Charges constatées d'avance	58 904	58 904	
TOTAL	1 743 647	1 663 250	80 397
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours.

5.2.2.7. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 58 904 € et concernent l'exploitation.

*Cabinet
Guillet Bouju Associés*

5.2.2.8. Produits à recevoir

A la clôture de l'exercice, les produits à recevoir sont constitués des éléments suivants :

Intitulés	Montant
Intérêts sur créances rattachées à des part.	2 897
Factures à établir	3 500
Avoirs à recevoir	1 177
Subventions à recevoir	-
Autres produits à recevoir	-
TOTAL	7 574

5.2.3. Placements financiers

Les placements financiers figurent au bilan en actif brut pour 3 280 123 €. Ces placements sont des livrets association, des comptes à terme et des contrats de capitalisation.

5.3. Tableau des dépréciations de l'Actif

Rubriques	Situations et mouvements			
	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Titres de participation	20 000	-	20 000	-
Créances rattachées à des participations	117 282	-	39 782	77 500
Total	137 282	-	59 782	77 500

La dépréciation précédemment comptabilisée sur les titres Habilis a été reprise en totalité. La créances Habilis est dépréciée en totalité.

*Cabinet
Guillet Bouju Associés*

5.4. Fonds associatifs

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

5.4.1. Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Annexe aux comptes annuels

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	3 482 342	-121 445			3 360 897
« dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée					
Report à nouveau					
« dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)					
Excédent ou déficit de l'exercice	-121 445	121 445		75 434	75 434
« dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée					
Situation nette	3 360 897	0	0	75 434	75 434
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	3 360 897	0	0	75 434	3 436 331

(1) Précision prévue par l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérée par des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable aux exercices ouverts à compter du 1/1/2020, exercices pour lesquels l'article 151-1 prévoit « le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif (...) sur une ligne spécifique »

Cabinet
Guillet Bouju Associés

5.5. Fonds dédiés

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat.

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise que désormais à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;

Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations							
Contributions financières d'autres organismes	-	6 663	-			6 663	
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	-	6 663	-			6 663	

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés ».

Les fonds dédiés dotés au 31/12/2024 correspondent à des subventions reçues de la Région dont les charges correspondantes n'ont pas été totalement engagées à la clôture pour un montant de 6 6693 €.

*Cabinet
Guillet Bouju Associés*

5.6. Provision pour risques et charges

	Montant au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	40 000	-	-	40 000
Provisions pour charges	225 869	31 806	29 152	228 523
Total	265 869	31 806	29 152	268 523

- La provision pour risques concerne principalement :
 - Litiges
 - Litige sur bâtiment 40 000 €
- La provision pour charges concerne principalement :
 - Retraites vacataires de 1997 à 2006 : elle correspond aux cotisations de retraite liées aux vacataires embauchés par l'Ecole sur cette période. Cette provision sera reprise au fur et à mesure que ces vacataires auront atteint l'âge légal du déclenchement des droits à la retraite, soit 65 ans. La provision s'élève au 31.12.2024 à 76 038 €.
 - Cotisations 2007 non versées sur le salaire des vacataires, provisionnées au 31.12.2024 pour 29 791 €.
 - Heures supplémentaires non payées en 2014, provisionnées au 31.12.2024 pour 31 964 €.
 - La provision pour indemnités de départ à la retraite. Elle est comptabilisée au 31.12.2024 pour 90 729 €, charges sociales incluses.
- Elle a été établie en tenant compte des probabilités de présence des salariés actuels et de leur date d'ancienneté, ainsi que d'un taux d'actualisation de 3,17 %. L'âge de départ servant pour le calcul est déterminé en fonction de la loi en vigueur.

5.7. Dettes

5.7.1. État des échéances des dettes

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances	
			à plus 1 an et 5 ans au plus	à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)(3)				
Autres emprunts obligataires (2)(3)				
Emprunts (2) (3) et dettes auprès des établissements de crédit (3) dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (2)	1 954 417	208 736	866 298	879 362
(3)	2 075	2 075		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	112 370	112 370		
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales				
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	194 027	197 027		
	1 024	1 024		
Autres dettes (3)				
Produits constatés d'avance	256 760	256 760		
	1 946 603	1 946 603		
TOTAL	4 467 276	2 724 595	866 298	879 362
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(3) Dont 0 € garanties par des suretés réelles (indication des postes concernés)	205 692			

(b) Non compris les avances et acomptes reçus sur commandes en cours

A la clôture de l'exercice, les charges à payer sont constituées des éléments suivants :

Intitulés	Montant
Intérêts courus sur emprunts	2 075
Factures non parvenues	31 451
Congés à payer	73 824
Charges sociales sur congés à payer	29 582
Autres charges de personnel à payer	6 006
Autres charges sociales à payer	7 733
Etat, charges à payer	6 514
Factures non parvenues d'immobilisations	391
Autres	151 290
Intérêts courus sur comptes bancaires	21
TOTAL	308 887

*Cabinet
Guillet Bouju Associés*

5.7.1.6. Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance de l'exercice s'élèvent à 1 946 603 € et correspondent à la quote-part de 8 mois des frais de scolarité de l'année scolaire 2024/2025.

6. Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concerne les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature.

6.1. Produits du compte de résultat

6.1.1. Ventes de prestations de services

Les ventes de prestations de service correspondent aux prestations suivantes :

— Frais de scolarité	2 942 434 €
— Droits d'inscription	28 080 €
— Concours	9 750 €
— Autres produits (prestations patients, ...)	141 216 €

6.1.2. Produits de tiers financeurs

6.1.2.6. Subventions

*Cabinet
Guillet Bouju Associés*

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

Tableau des subventions et concours publics

*Cabinet
Guillet Bouju Associés*

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics					
Subvention d'exploitation			448 000 (1)		
Subvention d'investissement					

(1) En vertu de la convention signée entre la Région des Pays de la Loire et l'Association, la subvention d'exploitation de 448 000 € perçue au titre de l'exercice 2024 est répartie entre les indemnités de stage des étudiants et les étudiants boursiers, le reliquat est déplacé en fonds dédiés.

6.1.2.7. Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

Les concours publics comprennent les versements de Taxe d'apprentissage obtenus dans le cadre des versements libératoires des entreprises pour un montant 2 284 €.

6.1.3. Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Les reprises de dépréciations et provisions représentent un montant de 29 152 € dont :

- 29 152 € de reprise de provision pour indemnités de départ à la retraite
- 0 € de reprise de provision pour un litige Prud'hommal terminé sur l'exercice.

Les transferts de charges représentent un montant de 27 224 € dont :

- 27 224 € de remboursement de frais de formation
- 0 € de remboursements divers.

*Cabinet
Guillet Bouju Associés*

6.1.4. Utilisations des fonds dédiés

Utilisation des fonds dédiés sur subventions d'exploitation : 0 €.

6.2. Charges du compte de résultat

6.2.1. Aides financières

Les aides financières comprennent les aides financières octroyées et les quotes-parts de générosité reversées.

Une aide financière est

- Soit une somme d'argent accordée à une personne physique à titre d'aide ou de secours ;
- Soit une contribution financière facultative octroyée par une entité à une autre entité destinée à la réalisation d'actions ou d'investissements.

Ces sommes ou contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Les aides financières comptabilisées en exploitation correspondent aux versements aux étudiants boursiers de la subvention d'exploitation reçue de la Région des Pays de la Loire.

6.2.2. Autres charges

Les autres charges comprennent les versements des indemnités de stage aux étudiants de la subvention d'exploitation reçue de la Région des Pays de la Loire pour un montant de 186 750 €.

6.2.3. Dotations aux provisions

Les dotations aux provisions comprennent :

- Les dotations à la provision pour indemnités de départ à la retraite. Elles s'élèvent à un montant de 31 806 €.

6.2.4. Reports en fonds dédiés

- Reports des fonds dédiés sur subventions d'exploitation : 6 663 €.

6.3. Résultat Financier

Le résultat financier s'élève à 33 250 €, il est composé de :

— Intérêts des emprunts bancaires :	-30 153 €
— Revenus des créances sur titres de participation :	2 896 €
— Reprise sur dépréciation :	59 782 €
— Intérêts sur placement financier :	724 €

6.4. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel s'élève à 445 € et est principalement composé de produits divers (opérations non significatives).

6.5. Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature au titre de l'exercice 2024 :

- Les motifs de notre décision sont les suivants :

L'entité n'est pas en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature.

6.6. Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

*Cabinet
Guillet Bouju Associés*

6.6.1. Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes au titre de la mission de contrôle légal des comptes se sont élevés à 8 917 €.

7. Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

*Cabinet
Guillet Bouju Associés*

7.1. Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Les cadres dirigeants de l'association sont le président, le trésorier et le directeur. Le président, le trésorier et les administrateurs ont une activité de bénévoles au sein de l'association. Communiquer une rémunération amènerait à la diffusion d'une rémunération individuelle du directeur.

*Cabinet
Guillet Bouju Associés*

8. Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	13
Agents de maîtrise et Techniciens	4
Employés et autres catégories	12
Ouvriers	
Total	29

9. Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

*Cabinet
Guillet Bouju Associés*

9.1. Engagements financiers donnés

Patrimoine à hauteur de 1 954 396 € au 31/12/2024 concernant l'emprunt souscrit en 2018 pour 3 176 000 €, entièrement débloqué en 2020. Le capital restant dû au 31/12/2024 s'élève à 1 954 396 €.

9.2. Engagements financiers reçus

Néant.